



**AMBASSADE DE FRANCE EN POLOGNE  
SERVICE ECONOMIQUE RÉGIONAL**

**Le Pôle agriculture et alimentation**

Varsovie, le 31 mars 2020

Marie-Christine Le Gal - Bozena CISZAK

**Présentations des solutions pour les agriculteurs par le ministre de l'agriculture (inclus dans le bouclier anti-crise)**

**I. Solutions pour les agriculteurs :**

**1. Allocation de garde d'enfant**

En cas de fermeture d'une crèche, d'un club pour enfants, d'un jardin d'enfants, d'une école ou de tout autre établissement fréquenté par l'enfant ou de l'incapacité de soins par une fille au pair en raison du COVID-19, l'agriculteur aura droit à une allocation pour s'occuper :

- 1) d'un enfant jusqu'à 8 ans;
- 2) ou d'un enfant avec un certificat d'invalidité âgé de moins de 18 ans, ou un enfant avec un certificat attestant un besoin d'éducation spéciale.

L'allocation sera accordée pour une période n'excédant pas 14 jours, et équivaldra à 1/30 du montant de la pension de base journalière. Actuellement, la pension de retraite de base est de 972,40 PLN (environ 226 euros). Le taux journalier sera donc de 32,41 PLN (972,40 PLN / 30 jours = 32,41 PLN).

L'allocation sera financée par le Fonds d'assurance sociale agricole (KRUS). Etant donné la situation actuelle, cette période de 14 jours pourra être prolongée par le gouvernement.

**2. Exonération des cotisations retraite**

Exonération des cotisations retraite pour les personnes couvertes par la KRUS (équivalent MSA). Toutes les personnes couvertes par l'assurance pension conformément à la loi sur l'assurance sociale des agriculteurs seront exonérée de cotisations à la KRUS pendant trois mois (deuxième trimestre 2020). Ces contributions seront prises en charge par l'Etat.

**3. Durée de validité des décisions du KRUS**

Modifications concernant la durée de validité de certaines décisions rendues par le KRUS.

Il s'agit de la validité des décisions concernant:

- 1) une incapacité partielle de travail,
- 2) une incapacité totale de travail,
- 3) une incapacité totale de travail et de vie de façon autonome,
- 4) une incapacité à vivre de façon autonome

Dans le cas où ces décisions expirent durant la période de l'état d'urgence lié à l'épidémie, ou dans les 30 jours suivant l'annulation de l'état d'urgence, ces décisions restent valables encore durant les 3 mois suivant la date d'expiration.

**II. Solutions pour les agriculteurs ou les entrepreneurs, y compris ceux exerçant une activité agricole sous forme de partenariat, société de capitaux, coopérative d'agriculteurs ou sous d'autres formes, ainsi que ceux menant une activité économique liée au secteur agricole, en particulier dans le domaine de la transformation des produits agricoles :**

Il s'agit d'un rappel des solutions déjà annoncées dans le bouclier anti crise, concernant les reports de charges, la flexibilité possible du travail, des simplifications administratives (cf. veille SER à ce sujet).